

# CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1393

VENDREDI 13 MAI 2022

## Pour une majorité parlementaire de Gauche

**C'est un Conseil fédéral empreint de gravité qui s'est tenu, en visioconférence, le samedi 7 mai. En effet, l'enjeu est considérable : comment les socialistes vont s'inscrire dans la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale qui a vocation à remporter les élections législatives du mois de juin ?**

**À** l'issue de ce conseil, la Fédération a publié un communiqué qui résume l'état d'esprit des socialistes du Finistère, en ce début de campagne législative.

« Le 4 mai, après une semaine d'âpres et longues négociations, le Parti Socialiste a validé un accord de coalition dans la perspective des élections législatives. Celui-ci associe LFI, le PS, EELV et le PCF. Chaque formation, au sein de cette coalition, conserve son identité. L'essentiel du programme défendu par le Parti Socialiste se retrouve dans le texte de l'accord, qui réaffirme clairement notre attachement au projet européen, aux engagements internationaux de la France et à la défense de la République laïque et universaliste.

Cet accord, approuvé par le Conseil national, le jeudi 5 mai, par 167 voix pour, 101 contre et 24 abstentions, répond à une attente profonde des femmes et des hommes de Gauche, répétée sur tous les tons depuis des années. Son objectif est d'être forts ensemble et de permettre la victoire d'une majorité de Gauche et des écologistes, dans toutes ses composantes, à l'Assemblée nationale, les 12 et 19 juin. »

« La question n'est pas de savoir si cet accord est un bon accord : c'était le seul possible compte tenu du rapport de force au sein de la Gauche, à l'issue du premier tour de la Présidentielle », a insisté le



La Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale

Premier secrétaire fédéral, Tristan Foveau.

« Il contient par conséquent un volet électoral qui accorde 70 circonscriptions au Parti Socialiste, sur les 546 de l'accord global (hors Corse et DOM-TOM donc). L'union de la Gauche exige des sacrifices. Nous y étions prêts et savons aussi que la division conduit à l'échec.

Le Conseil fédéral prend acte du fait que, dans le Finistère, cet accord se traduit par deux candidatures socialistes dans les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> circonscriptions. Le Conseil fédéral regrette néanmoins que la juste représentativité du Parti Socialiste dans les territoires du département n'ait pas toujours été respectée à la hauteur de nos espérances par l'accord national.

Tous nos efforts seront consacrés à porter les candidatures socialistes de l'union à l'Assemblée nationale, le 19 juin, tout comme dans les autres circonscriptions, où nous nous inscrirons dans la dynamique impulsée par la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale.

Le Conseil fédéral salue, enfin, le courage et la dignité des délégués de circonscription qui, en se désistant à la faveur de l'union, font la démonstration qu'ils font passer l'intérêt de la Gauche avant leur intérêt individuel. »

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 12/05/2022

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

### Communautarisme ?

**E**mmanuel Macron est-il amnésique ? Au mois d'avril, des millions d'électrices et électeurs de Gauche ont utilisé leur bulletin pour faire barrage à l'Extrême-droite. Et au début du mois de mai, il ne trouve rien de mieux, comme axe de campagne pour les Législatives, que de désigner la Gauche rassemblée comme son principal adversaire, en l'affublant, en plus, de l'étiquette de « communautariste », traditionnellement utilisée par l'Extrême-droite !

Les candidates et candidats de la NUPES incarnent la diversité de notre pays. Mais où a-t-il vu la moindre trace de communautarisme dans le projet qu'ils défendent ? On y trouve des propositions sur les questions sociales (SMIC à 1 400 euros, conventions salariales), environnementales (planification écologique), démocratiques (fin de la monarchie présidentielle), mais à aucun moment il n'y est question de communautarisme.

Faut-il que la macronie soit en panique pour s'abaisser à de tels slogans !

**PS29**

# Une candidate ancrée dans la réalité

**Le nom de Mélanie Thomin s'est imposé comme une évidence, lorsque l'accord passé dans le cadre de la NUPES (Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale) a prévu d'accorder la 6<sup>e</sup> circonscription du Finistère à une candidature socialiste.**



La candidate de l'Union de la Gauche

Il y aura donc une candidate socialiste contre Richard Ferrand. Pas comme en 2017, lorsque Marc Coatanéa, encore Premier secrétaire fédéral du PS, mais déjà En marche, avait réussi à préserver le secrétaire général du parti macroniste d'une candidature socialiste.

**«Jeune enseignante, vivant sur la circonscription, élue locale à Hanvec, Mélanie coche toutes les cases pour incarner l'union de la Gauche dans ce territoire»,** s'est félicité Tristan Foveau, Premier secrétaire fédéral, le 11 mai à l'occasion de la conférence de presse de lancement de campagne, à

Châteaulin, en présence de l'ensemble des représentants de la NUPES.

Engagée depuis ses 19 ans, Mélanie Thomin est ancrée dans son territoire, entre la rade de Brest et les contreforts des Monts d'Arrée. **«Enseignante à Quimper, je sais ce que c'est de prendre sa voiture tous les matins pour aller travailler. Avec mes élèves, je suis en prise directe avec la vie quotidienne.»**

**«Une campagne pour redonner l'espoir.»**

C'est aussi une militante de la Bretagne qui se présente. Elle est passionnée par sa culture, sa langue, ses paysages et son patrimoine. Et, bien sûr, ses habitants dont elle veut être la porte-parole à l'Assemblée.

L'objectif de cette campagne est simple : redonner l'espoir à toutes celles et tous ceux qui désespéraient de voir la Gauche s'unir enfin et, en particulier, aux plus modestes. **«Nous allons créer l'alternative à Gauche après cinq ans de politique libérale, incarnée ici par Richard Ferrand.»**

C'est donc tout naturellement que Mélanie Thomin a placé la question du pouvoir d'achat parmi ses principaux axes de campagne, en défendant l'augmentation du SMIC à 1 400 euros net, la création d'une allocation d'autonomie

jeunesse et d'une garantie dignité et le blocage des prix des produits de première nécessité.

La défense des services publics et notamment dans le domaine de la santé seront également une des thématiques fortes de cette campagne, en particulier autour de la défense de l'hôpital de Carhaix. Enfin, la candidate, qui a vu de près les dégâts causés par Jean-Michel Blanquer, aura à cœur de promouvoir une école permettant à tous les élèves de s'émanciper.



Une alternative au macronisme

Chacun mesure l'enjeu que représente une candidature face au président de l'Assemblée nationale. Il y a un mois, avec une Gauche divisée, l'issue de ce scrutin ne laissait guère de place au doute. Mais, depuis qu'elle s'est rassemblée, la donne a totalement changé. Les voix de celles et ceux qui veulent une alternative de Gauche au macronisme ne s'éparpillent pas sur quatre ou cinq candidatures mais se concentreront sur une seule, celle de Mélanie Thomin.

## Les enjeux de la circonscription



De Camaret à Carhaix, la 6<sup>e</sup> circonscription du Finistère est un concentré de la Bretagne. On y trouve toute une partie littorale avec la Presqu'île de Crozon, une partie rurale dans l'est, mais aussi une partie de la métropole brestoise avec Plougastel-Daoulas.

L'analyse des données de l'INSEE laisse apparaître quelques spécificités dans cette circonscription qui compte 91 042 électeurs. 57,5% de la population vit dans une commune rurale non péri-urbaine (contre 13,7% de la population nationale).

La population est un peu plus âgée que dans le reste du pays. L'âge moyen y est de 44,6 ans (41,1 ans en France). La part des pensions, retraites et rentes dans le revenu disponible est de 35,9%, contre une moyenne nationale de 28,3%.

Le poids de l'agriculture reste encore important dans la circonscription puisque les actifs agricoles représentent 4,2% de la population active (contre 1,4% au plan national).

L'usage de la voiture individuelle y est plus important que dans le reste du pays. En effet, la part des actifs en emploi se déplaçant principalement en voiture, camion ou fourgonnette pour aller travailler est de 84,4% (70,4% en France) et la part des actifs en emploi se déplaçant principalement en transport en commun pour aller travailler n'est que de 1,4% (15,2% en France).

En ce qui concerne le logement, on note que 24% des foyers se chauffent au fioul (8% en France). Les résidences secondaires représentent 19,4% des logements (9,7% en France). 57,5% des Français sont propriétaires de leur logement et 40,2% sont locataires, dans la 6<sup>e</sup> circonscription, on note un écart de près de 20% (77,2% de propriétaires et 20,7% de locataires).

# Pour une campagne apaisée

**Triste week-end que celui du 8 mai : en l'espace de deux jours, les locaux du Parti Socialiste, à Brest et à Douarnenez, ont été pris pour cibles par des individus, pas encore identifiés. À Douarnenez, la vitrine du local, qui avait déjà été vandalisée le 26 mars, a été brisée, tandis qu'à Brest, la façade et le porche qui mène au parking ont été recouverts d'inscriptions. À ce stade rien n'indique que les deux affaires soient liées, ni que les auteurs des graffitis racistes du mois de mars à Douarnenez sont ceux qui ont détruit la vitrine.**

**D**ans un communiqué commun, le Premier secrétaire fédéral, Tristan Foveau, et le secrétaire du comité de ville de Brest, Yann Guével, ont dénoncé les dégradations commises rue de Portzmoguer. **« Dans la nuit de vendredi à samedi, des dégradations ont été commises sur la façade et la grille du local du**

**Parti Socialiste à Brest, ainsi que sur le mur du porche à l'entrée du parking. Ces inscriptions visaient, à la fois, le Parti Socialiste et François Cuillandre »,** ont-ils expliqué.

**« Alors que débute la campagne pour les élections législatives, la Fédération du Finistère et le comité de ville de Brest dénoncent ces**



Des dégradations inacceptables

**agissements nocturnes et anonymes, totalement inacceptables.**

**Cette campagne doit se dérouler dans un climat apaisé. Les Françaises et les Français ont eu la possibilité de s'exprimer à l'élection présidentielle, ils l'auront encore en juin pour les Législatives. C'est avec leur bulletin de vote que les citoyens doivent s'exprimer, sûrement pas avec des bombes de peinture, en insultant les élus.»**

Des plaintes ont naturellement été déposées pour les inscriptions de Brest et le bris de la vitrine de Douarnenez.

Durant tout le week-end, la Fédération et la section de Douarnenez ont reçu des dizaines de témoignages de solidarité, venant de l'ensemble des partis démocratiques qui refusent la banalisation de ce genre d'agissements.

## Tout ce qui est excessif est insignifiant

**« La municipalité a vendu Quimper à l'Extrême-gauche. » Voilà le titre d'un communiqué signé par Claire Levy-Gérard, Guillaume Menguy et Annie Le Cam, conseillers municipaux d'opposition de Quimper. Rarement, un communiqué aura concentré autant de mauvaise foi. Les auteurs de cette diatribe allant même jusqu'à écrire : « Lors de la proclamation des résultats du second tour de la Présidentielle, pas un applaudissement n'est monté des bancs de la majorité municipale pour souligner la victoire d'un démocrate face à l'Extrême-droite ! »**

**F**aut-il que la Droite craigne l'Union de la Gauche pour reprendre une rhétorique digne du RPR des années 80 qui annonçait l'arrivée des chars soviétiques en cas de victoire de François Mitterrand.

La réponse des socialistes de la région de Quimper ne s'est évidemment pas faite attendre. **« Tout**

**ce qui est excessif est insignifiant »,** a rappelé Jacques Le Roux, animateur de la 1<sup>ère</sup> circonscription.

**« Des élus de l'opposition à la ville de Quimper se font gardiens de la vertu et donnent des leçons au PS. Il est vrai qu'en terme d'union, ils sont les meilleurs, avec trois candidatures pour les Législatives. Eux-mêmes, dont on a du mal à suivre les parcours politiques, passant des Républicains au soutien à Emmanuel Macron, semblent**

**privilégier les intérêts particuliers plutôt que l'intérêt général.**

**Le PS assume le fait de soutenir la candidature de Grégory Lebert, membre d'Europe Écologie Les Verts, pour les Législatives. Face à un président de la République qui est à la tête d'un État qui a été condamné pour inaction climatique, il est nécessaire de défendre la transition écologique à l'Assemblée nationale.**

**Nous pouvons rassurer l'opposition, chaque parti composant la NUPES conserve son identité et ses valeurs, mais au désespoir de la Droite, nous défendons ensemble toute une série de mesures sociales (SMIC, jeunesse, retraite, grand âge, logement...), écologiques (avec une réelle planification des actions à mettre en place) et démocratiques (participation des citoyens, des salariés...).**

**Beaucoup de Français souhaitent le rassemblement des forces de Gauche, nous l'avons fait. »**



La Droite rattrapée par ses vieux démons

**12 juin**  
Premier tour des  
Législatives.

**19 juin**  
Second tour des  
Législatives.

# Debout les femmes!

**Comment se fait-il que malgré de multiples lois, l'égalité femmes-hommes ne soit pas encore effective? Catherine Huon, secrétaire fédérale à l'égalité femmes-hommes, a invité le 5 mai Marylise Lebranchu, ancienne Garde des sceaux, et Clarisse Réalé, conseillère municipale d'opposition à Châteaulin, à en débattre, au local du PS à Brest.**



Le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes s'inscrit-il dans un mouvement inéluctable et continu? Non, a précisé Catherine Huon, en préambule.

Il ne faut pas croire que l'histoire de la lutte pour les Droits des femmes ressemble à un long fleuve tranquille. Elle est faite d'avancées et de reculs. On en a la démonstration avec les menaces qui pèsent, aujourd'hui, aux États-Unis avec la remise en cause du droit à l'IVG. Pendant la Première guerre mondiale, lorsqu'il a fallu trouver de la main-d'œuvre pour les usines d'armement ou dans les services de santé, les pays en guerre ont su aller chercher les femmes mais dès la paix revenue, elles ont, de nouveau, été cantonnées dans leur foyer.

L'inégalité persistante entre les femmes et les hommes trouve en partie son origine dans l'influence des religions qui ont toujours considéré les femmes comme inférieures aux hommes et qui ont, par conséquent, instauré des sociétés patriarcales. Cette domination masculine se retrouve naturellement dans la sphère économique. Les traditions ont la vie dure et il faut plusieurs générations pour changer des habitudes vieilles de plusieurs siècles, en ce qui concerne la répartition des tâches ou l'attribution des rôles dans la société.

Le rôle de l'éducation est essentiel pour réduire le poids des préjugés et casser les stéréotypes de genre qui assignent à chaque genre des rôles bien définis : aux filles les carrières dans le domaine social, aux garçons les métiers techniques ou industriels.

Il s'agit bien d'une bataille culturelle qui passe par la pédagogie pour contrecarrer les discours dominants véhiculés par une certaine forme de rap ou la pornographie.

« Les lois existent mais elles ne suffisent pas », a déploré Marylise Lebranchu. L'égalité femmes-hommes devait être la priorité du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. « Durant ces cinq ans, 656 féminicides ont été commis », a rappelé Clarisse Réalé. Faut-il se résigner? Certainement pas, car des solutions existent. Il convient

d'abord d'accorder plus de moyens pour l'hébergement des femmes et des enfants, en danger. Les capacités d'accueil ne sont pas suffisantes. « **Pourtant, on sait qu'il faut, très rapidement mettre les victimes de violences conjugales à l'abri** », ont insisté des professionnelles de l'action sociale. Dès que des tensions apparaissent, il faut intervenir. D'où une expérimentation qui consiste à proposer aux conjoints violents, dès les premiers signes d'agressivité, des stages pour apprendre à se maîtriser.

Ensuite, l'effort de formation des policiers et des gendarmes doit être poursuivi et amplifié. « **Savoir recueillir la plainte d'une victime de violences conjugales ne s'improvise pas** », a insisté Marylise Lebranchu.

L'égalité salariale est inscrite dans la loi. Et pourtant les différences perdurent. L'instauration d'un congé parental, identique et obligatoire pour les deux parents, pourrait permettre de limiter l'écart salarial souvent « justifié » par l'interruption des carrières des femmes pour s'occuper de leurs enfants. Cependant, pour Marylise Lebranchu, tant que les salariés, hommes et femmes, n'entreront pas dans les conseils d'administration des entreprises, les choses ne changeront pas, en matière de rémunérations. Obliger les entreprises à démontrer qu'elles ne pratiquent pas de discrimination salariale, comme le proposait Anne Hidalgo, permettrait aussi de progresser.

Dans le Finistère, 21 % des maires et 16 % des présidents d'EPCI sont des femmes malgré la loi pour la parité qui impose de présenter des listes paritaires. « **Même si on pouvait regretter cette mesure, il fallait en passer par la loi** », ont insisté de nombreuses participantes. Mais force est de constater que malgré des conseils municipaux paritaires, le partage des responsabilités ne se fait pas encore spontanément. « **C'est pour cette raison que je me suis engagée dans le réseau des femmes élues du Finistère qui est rattaché au centre national** », a expliqué Clarisse Réalé. « **Ce réseau a pour vocation de faciliter l'entraide et les échanges entre les élues, quel que soit leur mandat.** »

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1393 - Vendredi 13 mai 2022  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :  
Yves FORMENTIN-MORY  
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

### Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros

Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP

